

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOBEGI Mourenx**

BP58  
Avenue du Lac  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/876

Code AIOT : 0005202713

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SOBEGI Mourenx implanté Chem'Pôle 64 Avenue du Lac 64150 Mourenx. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique

2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOBEGI Mourenx
- Chem'Pôle 64 Avenue du Lac 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202713
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOBEGI exploite sur la plateforme Chem'pôle64 plusieurs installations, dont une centrale «utilités» (production d'utilités à destination de l'ensemble des lotis, comme de l'eau déminéralisée, de la vapeur, de l'air comprimé ou de l'azote).

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-III et IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	Surveillance en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 79	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Sans objet
4	Modification, extension	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI	Sans objet
5	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article Art.57	
6	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)	Sans objet
7	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III	Sans objet
8	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II	Sans objet
10	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Sans objet
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80	Sans objet
12	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.81	Sans objet
13	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III et Art.83-bis	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection permet de constater la conformité des rejets des installations de combustion aux valeurs limites réglementaires (VLE). Toutefois, des non-conformités ont été identifiées dans les modalités de prélèvement et de rendu des mesures pouvant affecter la fiabilité des résultats déclarés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20

décembre 2018 ;

- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

#### Constats :

Les installations de combustion (chaudières) de SOBEGI sur son site de MOURENX utilisent exclusivement du gaz naturel en tant que combustible. Elles relèvent de la rubrique 2910-A1 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a procédé à la déclaration de son installation sur le site démarches-simplifiées. L'attestation de dépôt en date du 11/12/2023 a été présentée. Les éléments demandés figurent dans le registre et correspondent à la réalité de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Combustible

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;

- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

#### **Constats :**

L'exploitant utilise exclusivement pour l'ensemble de ses installations du gaz naturel. Les installations constituées de deux chaudières HA121 et HA131 relèvent donc de la rubrique 2910-A.1.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté que :

- la chaudière HA121 était à l'arrêt,
- la chaudière HA131 consommait 451 Nm<sup>3</sup>/h de gaz, soit une puissance de fonctionnement de 4,51 MW, inférieure à la puissance nominale de l'installation annoncée à 10,47MW.

Deux groupes électrogènes alimentés au fioul domestique de puissance 0.48 et 0.58 MW sont également présents. Ils sont utilisés en tant qu'installations de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 3 : App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Périmètre d'application des VLE

#### **Prescription contrôlée :**

II. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.

#### **Constats :**

Les deux groupes électrogènes sont utilisés en tant qu'installations de secours pour prendre le relais d'une alimentation électrique défaillante.

L'exploitant indique qu'ils fonctionnent entre 60 et 80h/an pour les essais qui sont réalisés toutes les semaines. Cependant, il n'existe pas de relevé annuel des heures d'exploitation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place un relevé annuel des heures d'exploitation des groupes électrogènes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Modification, extension

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.
<b>Constats :</b>  Les dispositions applicables aux installations nouvelles concernent la chaudière HA131 mise en service en 2022. La chaudière HA121 de 2002 relève des dispositions applicables aux installations existantes. Les dates de fabrication des deux chaudières ont été contrôlées sur leurs plaques d'identification respectives et confirment cette analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec.  Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

**Constats :**

Les rapports d'analyse consultés (HA121 du 9/04/2025 et HA131 du 8/04/2025) font état de résultats rendus dans les unités prévues et sur gaz secs à une teneur de 3 % d'O<sub>2</sub>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : VLE chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-I.a)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, VLE chaudières existantes  $P_{totale} > 5 \text{ MW}$  > 500 h/an Jusqu'au 31/12/2024

**Prescription contrôlée :**

I.- a) VLE s'appliquent sous réserve des renvois :

- aux inst de comb existantes de  $P_{th \text{ nom tot}} \geq 5 \text{ MW}$ , > 500 h/an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31/12/2024 ;

Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>)

Biomasse solide

$5 \leq P < 20$  : 225 / 525 (4) / 50

$P \geq 20$  : 200 / 400 (5) / 30 (18)

Autres combustibles solides

$5 \leq P < 20$  : 1100 / 550 (6) / 50

$P \geq 20$  : 850 (1) / 450 (7) / 30 (18)

Fioul domestique

$5 \leq P < 20$  : - / 150 (8)(9) / -

$P \geq 20$  : - / 150 (9) / -

Fioul Lourd

$5 \leq P < 10$  : 1700 / 550 (10) / 50 (19)

$10 \leq P < 20$  : 1700 / 450 (10)(11)(12) / 50 (19)

$P \geq 20$  : 850(2) / 450 (7) / 30 (18)(20)

Autres combustibles liquides

$5 \leq P < 10$  : 850 / 550 / 50

$10 \leq P < 20$  : 850 / 450 (7) / 50

$P \geq 20$  : 850 (2) / 450 (7) / 30 (18)(20)

Gaz naturel, Biométhane

$5 \leq P < 10$  : - / 100 (8)(13)(14) / -

$10 \leq P < 20$  : - / 100 (14)(15)(16)(22) / -

$P \geq 20$  : - / 100 (21) / -

Gaz de pétrole liquéfiés

$5 \leq P < 20$  : 5 / 150 (8) / -

$P \geq 20$  : 5 / 150 (17) / -

Biogaz

$5 \leq P < 20$  : 200 / 200 (17) / -

$P \geq 20$  : 170 / 200 (17) / -

Autres combustibles gazeux

$5 \leq P < 20$  : 200 / 200 (17) / -

$P \geq 20$  : 35 (3) / 200 (17) / -

(1) Inst enreg < 01/01/2010 : SO<sub>2</sub> : 1100

(2) Inst enreg < 01/11/2010 : SO<sub>2</sub> : 1700

(3) En fonction du combustible gazeux utilisé, valeur p é adaptée par préfet sur la base d'éléments technico-éco fournis par l'expl, des perfs des MTD et contraintes envt local pour protec intérêts L.511-1 SO<sub>2</sub> : -

(4)Inst enreg < 01/01/2014. NO<sub>x</sub> : 750

(5)Inst dont l'enregis initial accordé < 27/11/2002 ou demande d'enregist avant cette date pour autant que l'inst ait été mise en service < 27/11/2003 et < 1500h d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur 5 ans.

Une partie d'inst de comb qui rejette ses gaz résiduaires par 1 ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et < 1500h d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur 5 ans p é soumise à cette VLE qui reste déterminée en fonction de la Pth nom tot de l'ens de l'inst de comb ; NO<sub>x</sub> : 450

(6)Inst enregist < 01/01/1998. NO<sub>x</sub> : 825

(7)Inst dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 550

(8)Inst enregist < 01/01/1998. NO<sub>x</sub> : 225

(9)Inst dont l'enregist initial accordé < 27/11/2002 ou demande d'enregist avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service < 27/11/2003 et <1500h d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur 5 ans.

Une partie d'inst de comb qui rejette ses gaz résiduaires par 1 ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et < 1500 h d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur 5 ans p é soumise à cette VLE qui reste déterminée en fonction de laPth nom tot de l'ens de l'inst de comb ; NO<sub>x</sub> : 300

(10)Inst enregis < 01/01/1998 NO<sub>x</sub> : 600

(11)Inst enregis > 01/01/1998, dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 550

(12)Inst enregis entre 01/01/1998 et 01/01/2014 NO<sub>x</sub> : 500

(13)Inst enregis entre 01/01/1998 et 01/01/2014 NO<sub>x</sub> : 150

(14)Inst enregis entre 01/01/1998 et 01/01/2014, dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 150

(15)Inst enregis entre 01/01/1998, dont > 50 % Ptot fournie par des générateurs à tubes de fumée NO<sub>x</sub> : 225

(16))Inst enregis < 01/01/1998 NO<sub>x</sub> : 150

(17)Inst dont l'enregis initial < 27/11/2002 ou demande d'enregist avant cette date pour autant que l'inst ait été mise en service < 27/11/2003 NO<sub>x</sub> : 300

(18)Inst enregis < 01/01/2010 / Poussières : 50

(19)Inst enregis < 01/01/1998, sauf lorsque Pnom tot > 10 MW et située zone PPA (R.222-13) Poussières : 100

(20) Pour les fours indus enregis < 01/01/2010, cette valeur p é adaptée par préfet sur la base d'éléments technico-éco fournis par l'expl, des perfs des MTD et contraintes envt local pour protection intérêts L.511-1. Poussières : -

(21)Inst enregis < 01/11/2010 NO<sub>x</sub> : 120

(22)Inst enregis entre 01/01/1998 et 01/01/2014 NO<sub>x</sub> : 120

#### Constats :

Les rapports d'analyse des prélèvements réalisés en 2024 sur les deux chaudières ont été consultés :

- HA121 : rapports des 18 avril et 3 juillet 2024,
- HA131 : rapports des 8 février et 3 juillet 2024.

Les valeurs limites applicables aux installations pour les émissions de NOx (120mg/Nm3 pour la chaudière HA121 et 100 mg/Nm3 pour la chaudière HA131) sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : VLE chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

**Prescription contrôlée :**

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO2 (mg/Nm3) / NOX (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3) / CO (mg/Nm3)

Biomasse solide :

5 ≤ P < 20 : 200 / 650 / 50 / 250

P ≥ 20 : 200 / 400 (1) / 30 / 200

Autres combustibles solides :

5 ≤ P < 20 : 1100 / 550 / 50 / 200

P ≥ 20 : 400 / 450 (2) / 30 / 200 (6)

Fioul domestique :

P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100

Autres combustibles liquides :

5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100

10 ≤ P < 20 : 350 / 500 (2) / 30 / 100

P ≥ 20 : 350 / 450 (2) / 30 / 100

Gaz naturel, Biométhane

5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100

10 ≤ P < 20 : - / 120 (4) / - / 100

P ≥ 20 : - / 100 (5) / - / 100

GPL :

P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100

Biogaz :

P ≥ 5 : 170 / 200 / - / 250

Autres combustibles gazeux :

P ≥ 5 : 35 / 200 / - / 250

(1) Installation dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 27 novembre 2002, ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NOx : 450

(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NOx : 550

(3) Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NOx : 200

(4) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée - NOx : 150

<p>(5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010/ NOx : 120</p> <p>(6) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ces dispositions s'appliquent uniquement à la chaudière HA121. Les résultats figurant dans le rapport d'analyse du 9/04/2025 sont les suivants pour la chaudière HA121 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NOx = 97,43 mg/Nm3 pour une VLE fixée à 120 mg/Nm3</li> <li>• CO = 23,91 mg/Nm3 pour une VLE fixée à 100 mg/Nm3</li> </ul> <p>Les flux correspondants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NOx = 0,412 kg/h</li> <li>• CO = 0,101 kg/h</li> </ul> <p>Les résultats des analyses sont conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : VLE chaudières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nouvelles – Ptotale&gt;5MW - &gt; 500 h/an</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Polluants : SO2 (mg/Nm3) / NOX (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3) / CO (mg/Nm3)</p> <p>Biomasse solide :</p> <p>5 ≤ P &lt; 20 : 200 / 300 / 30 / 250</p> <p>P ≥ 20 : 200 / 300 / 20 / 200</p> <p>Autres combustibles solides :</p> <p>5 ≤ P &lt; 20 : 400 / 300 / 30 / 200</p> <p>P ≥ 20 : 400 / 300 / 20 / 200 (10)</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>P ≥ 5 : - / 150 / - / 100</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p>P ≥ 5 : 350 / 300 / 20 / 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>P ≥ 5 : - / 100 / - / 100</p> <p>GPL :</p> <p>P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Biogaz :</p> <p>P ≥ 5 : 100 / 200 / - / 250</p> <p>Autres combustibles gazeux :</p> <p>P ≥ 5 : 35 / 200 / - / 250</p>

(10) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ces dispositions s'appliquent uniquement à la chaudière HA131. Les résultats des analyses figurant dans le rapport d'analyse du 8/04/2025 sont les suivants pour la chaudière HA131 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NOx = 50,14 mg/Nm3 pour une VLE à 100 mg/Nm3</li> <li>• CO = 0 mg/Nm3 pour une VLE fixée à 100 mg/Nm3</li> </ul> <p>Les résultats des analyses sont conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-III et IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Programme de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.</p> <p>IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements et analyse réalisés les 8 et 9/04.2025 ont été réalisés par le laboratoire des Pyrénées et des Landes qui dispose des agréments nécessaires pour procéder à ces analyses.</p> <p><b>Normes de référence</b> Les normes de références figurant dans l'avis du 11/04/24 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ont été appliquées par le laboratoire, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• planification, réalisation des campagnes de mesurage et rapports : les normes NF EN 15259 (novembre 2007) et NF X43-551 (octobre 2021)</li> </ul>

- mesure O<sub>2</sub> : NF EN 14789 (juin 2017)
- vapeur d'eau : NF EN 14790 (mars 2017)
- mesure CO : NF EN 15058 (mars 2017)
- mesure NO<sub>x</sub> : NF EN 14792 (février 2017)
- mesure SO<sub>2</sub> : NF EN 14791 (février 2017)

Les résultats sont rendus sous accréditation mais avec des écarts constatés à la norme évalués sans impact sur le résultat par le laboratoire :

- chaudière HA121 :
  - SO<sub>2</sub> (Résultat de mesurage hors domaine d'application de la norme)
  - Etant donné la forte température des fumées du rejet, il est techniquement impossible de respecter le critère concernant les consignes de chauffe des cannes de prélèvement (soit 20°C au dessus de la température de rosée des gaz). Le prélèvement reste COFRAC.
  - Température de l'effluent hors gamme d'étalonnage de la sonde de température. L'impact sur la mesure de température et du débit étant faible, nous avons donc décidé, de conserver la mention COFRAC.
- chaudière HA131 : O<sub>2</sub> (Résultat de mesurage hors domaine d'application de la norme)

### Conditions de fonctionnement

Les conditions de fonctionnement des installations au moment du contrôle ne sont pas précisé dans les rapports qui indiquent "Cf. SOBEGI". Or l'annexe IV - 2. c) de l'arrêté du 11 mars 2010 précise que les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) doivent être précisées dans le rapport. Par ailleurs, il est constaté que, sur la chaudière HA121, les résultats de l'enregistrement des mesures montrent des conditions de fonctionnement non stabilisées pendant les prélèvements.

### Incertitudes des mesures

L'incertitude des mesures est fournie sur la forme d'une incertitude élargie sur gaz sec à 3% d'O<sub>2</sub>. Cependant, la norme NF X 43-551 fixe un seuil en-deça duquel l'incertitude doit être rendue en valeur absolue. Dans le cas des NO<sub>x</sub>, la valeur seuil est fixée à 120mg/m<sup>3</sup>. Aussi, les concentrations mesurées étant inférieure à 120mg/m<sup>3</sup>, elles devraient être rendues en incertitude absolue et cette dernière ne devrait pas dépasser 12 mg/m<sup>3</sup>. A titre d'exemple, les résultats des analyses de NO<sub>x</sub> pour la chaudière HA121 font état d'une concentration de 97,43 mg/Nm<sup>3</sup> avec une incertitude de 31% soit 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

### Vitesse de rejet

La vitesse de rejet des gaz des chaudières est de 3,9 m/s pour la chaudière HA121 et de 5,9 m/s pour la chaudière HA131, inférieures à la valeur minimale de 8 m/s fixée par l'arrêté préfectoral pour la chaudière HA121 et par l'arrêté ministériel pour la chaudière HA 131 pour un régime nominal.

### Plateforme de prélèvement

Pour les deux chaudières, il apparaît également des non-conformités à la norme NF EN 15259 concernant la plate-forme de mesurage. La longueur droite en amont sans accident est inférieure à 5D. Les rapports indiquent que cette situation n'a pas d'impact au regard de la vérification de l'homogénéité du flux grâce aux mesures de vitesse. Or les rapports indiquent que le critère d'homogénéité de l'écoulement n'est pas vérifié au vu des vitesses mesurées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Après échange avec le laboratoire en charge des prélèvements et analyses, l'exploitant fournit les éléments suivants :

- les éventuelles actions à mener pour permettre de traiter les écarts aux normes identifiées,
- l'organisation mise en place pour permettre de faire figurer dans le rapport les conditions de fonctionnement des installations au moment des prélèvements,
- une version actualisée des rapports pour tenir compte des constats formulés sur la thématique des incertitudes et de l'homogénéité des écoulements.

L'exploitant fournit également les éléments permettant de justifier que la vitesse de rejet des effluents respecte les valeurs limites en régime nominal et, dans le cas contraire, propose un plan de mise en conformité.

L'exploitant vérifie la conformité des plateformes de prélèvement à la norme NF EN 15259 et propose, le cas échéant un plan d'action de mise en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Mesure périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire

**Prescription contrôlée :**

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :  
[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les installations de SOBEGI de puissance supérieure à 20MW, la fréquence de contrôle est annuelle.</p> <p>Les analyses réalisées en 2024 et 2025, font apparaître que SOBEGI met en œuvre une surveillance semestrielle des émissions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Mesure périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire appareil &lt; 500 h/an</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW,</li> <li>- toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW.</li> </ul> <p>La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ces dispositions ne concernent pas les installations de SOBEGI. En effet, les installations fonctionnant moins de 500 heures par an ont une puissance thermique inférieure à 1 MW (groupes électrogènes).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Mesure périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.81</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conformité des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses présentées (2024 et 1er semestre 2025) respectent les valeurs limites fixées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III et Art.83-bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Non-respect VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Art. 56 III. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Art.83-bis Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émissions jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Non-applicable, les valeurs limites des rapports présentés étant conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Surveillance en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 79
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance en continu
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Mesure en continu des paramètres.</p> <p>Si une mesure en continu d'un polluant atmosphérique est imposée au titre des dispositions de la présente section, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 57 une mesure en permanence ou une évaluation en permanence du débit du rejet à l'atmosphère correspondant. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ;</li> <li>- pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire lorsque les gaz résiduaire échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ;</li> <li>- pour les turbines et moteurs, dans ce cas, après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Seule la chaudière HA131 est soumise à un suivi en continu des NOx.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'une mesure en continu des</p>

émissions de NOx. L'analyseur indiquait une concentration de 83 mg/m3.  
Cependant, l'analyseur ne fournit pas :

- la mesure ou l'évaluation du débit,
- la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place une surveillance en continu de la teneur en oxygène, de la température, de la pression et de la teneur en vapeur d'eau. Il assure également la mesure ou l'évaluation en permanence du débit de rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois